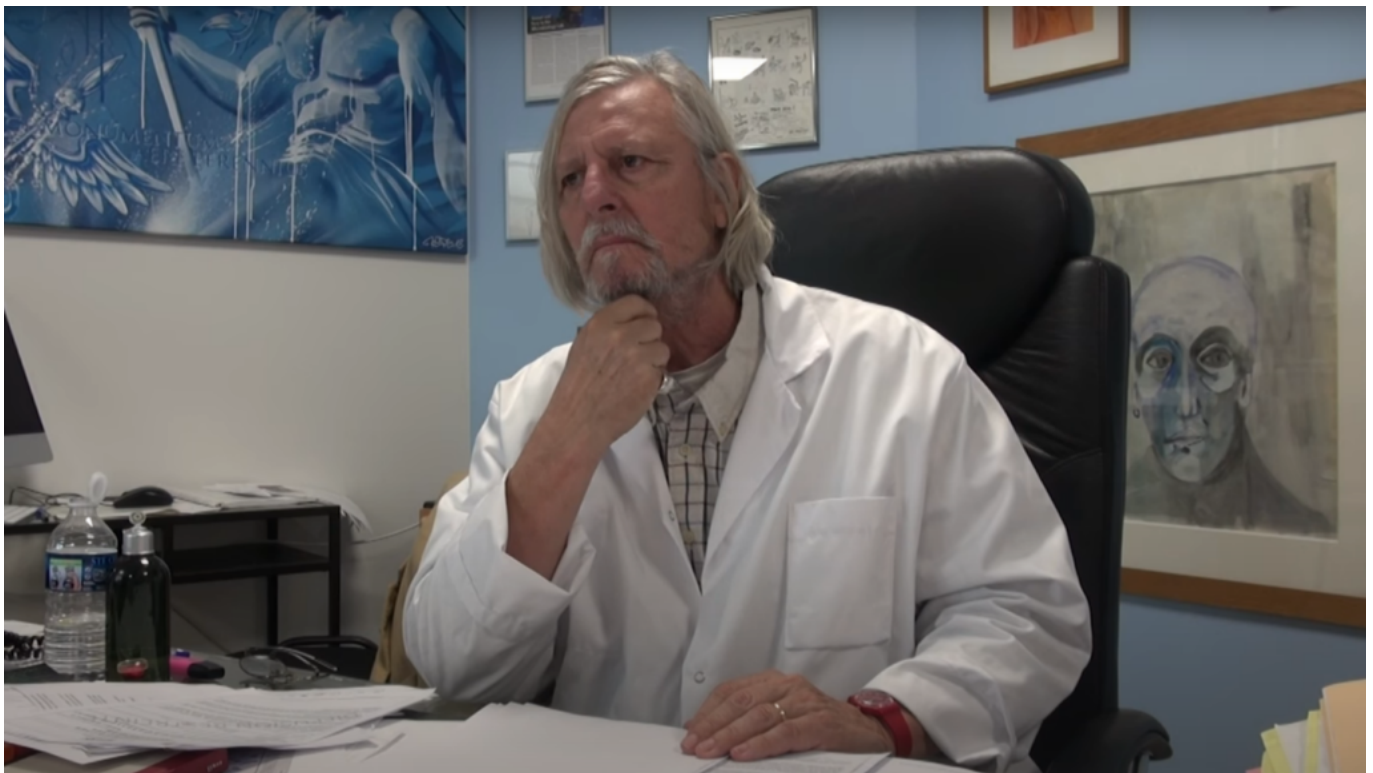


(Vidéo) Après avoir été censuré par YouTube, Didier Raoult ne peut plus s'approvisionner en hydroxychloroquine



Déjà censuré par You tube il y a quelques semaines, qui s'empresse rapidement de remettre ses vidéos en ligne devant la protestation des internautes, le professeur Didier Raoult dénonce maintenant les agissements du ministère de la santé afin de bloquer l'approvisionnement de l'Institut hospitalo-universitaire (IHU) de Marseille en hydroxychloroquine. Des freins qui ont pour conséquences que tous les patients ne peuvent plus être traités.

Constatant que depuis le départ, il y a une volonté que « le Remdesivir soit le traitement miracle du Covid 19 », le professeur Didier Raoult estime que « ce traitement ne marche pas et donne des insuffisances rénales ». Des conclusions confirmées par l'OMS (Organisation mondiale de la santé) alors que plusieurs études viennent aussi confirmer l'efficacité de l'hydroxychloroquine (associé à l'azithromycine notamment) ainsi que sa non-toxicité.

« Cette volonté de voir absolument ce médicament, très cher, très nouveau, très moderne, être le



traitement de référence a amené à considérer l'alternative de l'hydroxychloroquine comme impossible et irréaliste, poursuit le patron de l'Institut hospitalo-universitaire (IHU) de Marseille. Et c'est la position qu'ont conservé les pays occidentaux et les pays les plus riches où, globalement, le bilan en termes de mortalité est plus lourd que partout ailleurs. En 2019, on pouvait avoir de l'hydroxychloroquine en pharmacie sans ordonnance. Alors que s'est-il passé en 2020 pour que cela ne soit plus le cas ? »

« Le scandale du 'Lancetgate'. »

Qualifié de 'nauffrage de la science business', la publication par la prestigieuse revue médicale britannique 'The Lancet' 'une étude sur les effets secondaires de l'hydroxychloroquine a apporté déjà une réponse.

« Un scandale scientifique énorme où des inconnus ont manipulé des données dont personnes ne connaissait la source. Ils ont prétendu qu'il y aurait une mortalité de 10 % des patients Covid-19 traités avec de l'hydroxychloroquine avant que le 'Lancet' ne rétracte ce papier qui était faux. »

Trop tard, le mal est fait ! Le ministère de la santé a immédiatement interdit l'hydroxychloroquine et l'OMS a arrêté tous les essais thérapeutiques dont deux menés en France. Un grand classique de la stratégie industrielle qui consiste à diffuser des alertes sur l'inefficacité, voir la dangerosité, des produits concurrents. L'objectif étant surtout de gagner du temps. En effet, pour Gilead, le groupe pharmaceutique américain à l'origine Remdesivir, le but est d'éviter que les agences nationales de santé n'imposent la chloroquine comme comparateur au Remdesivir avant les enregistrements d'autorisation de mise sur le marché. Pari gagné pour asseoir son monopole sur le marché mondial pour Gilead puisque le Remdesivir est désormais disponible en France comme dans de nombreux autres pays occidentaux.

« Nous venons de recevoir un courrier de la direction générale de la santé qui nous informe que nous allons pouvoir utiliser gratuitement le Remdesivir, dévoile Didier Raoult. Un médicament qui ne sert à rien et qui présente une toxicité rénale bien connue. Un peu plus tard nous avons également reçu un message de Gilead qui nous explique que l'Union européenne a acheté (ndlr : quelques jours avant la publication de l'OMS sur les effets du Remdesivir) 500 000 traitements pour 1 milliard d'euros et qu'ils peuvent nous les distribuer gratuitement. »

Pour Gilead, l'affaire est juteuse puisque son antiviral, commercialisé sous le nom de Veklury, est facturé 390\$ le flacon, soit 2 340\$ (environ 2 000 €) pour un traitement complet. A titre de comparaison le prix de l'hydroxychloroquine, vendu sous le nom de Plaquénil notamment, est de 4,17 € la boîte de 30 comprimés.

« On nous empêche de soigner. »

« Nous pouvons soigner les gens paisiblement avec des résultats qui sont ce qu'ils sont, c'est-à-dire que nous avons les taux de mortalité les plus bas et aucun accident avec l'hydroxychloroquine. Le problème



désormais c'est que Sanofi (le groupe pharmaceutique français fabricant du Plaquénil) nous dit que le ministère de la santé met des freins à la distribution de l'hydroxychloroquine pour les commandes qui sont faites à partir de l'IHU. Si c'est ça, cela veut dire qu'on nous empêche de soigner selon ce que nous pensons être le meilleur traitement possible. Actuellement nous ne pouvons traiter tous les patients qui arrivent. Nous allons donc commencer à faire du tri comme la réanimation. »